

Forum de redevabilité départementale de Kédougou : Le président du conseil départemental répond aux questions des citoyens



La Fondation Konrad Adenauer (FKA) et l'Association des Journalistes en Région Frontalières (AJRF) ont organisé le lundi 7 novembre un forum de redevabilité départementale au CDEPS de Kédougou. Ce forum qui a été une tribune d'échanges, a permis aux conseillers départementaux, aux citoyens et à la presse de poser au président du conseil départemental Lesseyne SY et à son équipe des questions relatives à tous les secteurs : éducation, santé, jeunesse et loisirs, femmes, environnement etc. La rencontre a été présidée par le préfet du département de Kédougou Moustapha Diaw.

La participation citoyenne ne doit pas être un vain mot, et les élus locaux et nationaux ont une bonne raison d'offrir un peu de leur temps pour répondre aux questions de leurs électeurs voire leurs mandants. Une manière non seulement de les impliquer dans la gestion des affaires de leurs cités par une participation effective mais aussi pour faire valoir leurs opinions. C'est fort de cette disposition qui entre en droite ligne avec la nouvelle loi sur la décentralisation au Sénégal que l'association des journalistes en régions frontalières (AJRF) et la Fondation Adenauer en partenariat avec le conseil départemental ont organisé au Cdeps de Kédougou un forum de redevabilité départementale. La rencontre présidée par le préfet du département Moustapha Diaw a été une occasion offerte aux conseillers départementaux, à la presse, à la société civile et aux populations de poser directement des questions au président du conseil départemental monsieur Lesseyne SY. Selon Mahamadou Lamine BARRO secrétaire général de l'AJRF « cet exercice de jeu démocratique entre dans le

cadre de la bonne gouvernance, de la reddition des comptes et de la consolidation de l'état de droit ». Il permet également aux citoyens d'exercer un contrôle sur la réalisation désengagements pris par les élus au moment de la campagne électorale.

Ainsi, au cours de ce face à face et les citoyens, Lesseyne SY a répondu aux différentes interpellations des populations. Mais auparavant, le préfet du département Mamadou DIAW, s'est réjoui de cette initiative qui selon lui doit amener " tout élu à rendre compte à ses électeurs ". Poursuivant son intervention, le chef de l'exécutif départemental est d'avis que " le volet social est à prendre à bras le corps malgré les efforts consentis par l'Etat et des partenaires comme la Fondation Konrad Adenauer ".

Dans son exposé introductif, le président de l'Association d'Appui aux Initiatives Locales et à l'Environnement Carim CAMARA a rappelé que " la redevabilité est loin d'être une tribune de règlement de comptes politiques entre des adversaires résolus et des partisans titrés ".

Ce que l'AJRF et la FKA cherchent, précise-t-il « c'est plus un dialogue fructueux qui puisse amener la région à sortir la tête de l'eau, dans l'intérêt supérieur de tous que de s'accuser mutuellement ». Aussi la gestion participative y trouve tout son sens et le citoyen, le moyen d'exercer son contrôle " conclut-il.

Quant à la représentante résidente de la FKA Mme Ute BOCANDE, elle a fait un bref rappel des domaines d'intervention de la fondation à savoir l'éducation, la promotion de la femme, la décentralisation, le dialogue interreligieux et interculturel, les médias, la société civile etc. Non sans oublier d'exhorter les uns et les autres à promouvoir la participation citoyenne.

Des élus et des citoyens posent des questions au président du conseil départemental.

Plusieurs questions et contributions ont été enregistrées. Tour à tour Mme TRAORE, représentante du médiateur de la République Hamady DIALLO, journaliste et directeur de la radio Oriental FM, Séga KEITA du conseil municipal, Mady DIAKHABY conseiller municipal, Djiby TIGANA conseiller départemental ont accès leur intervention sur des questions portant sur le fonctionnement du conseil, ses niches de recettes, le rôle des commissions techniques, les réalisations dans les domaines tel que la santé, l'éducation, l'agriculture, le social etc. La jeunesse n'a pas été en reste car elle a été dignement représentée par Mady DANGNOKHO, président du conseil départemental de la jeunesse et Ousmane SOUMARE, président du conseil régional des jeunes. Ils ont accès leur interventions sur des questions de formation et d'emplois des jeunes, des infrastructures de sport, de la question relative aux femmes.

Saluant le courage du président d'avoir accepté de faire face à ses mandants à mi-parcours malgré les moyens limités de l'institution, les participants ont ainsi invité le conseil départemental à communiquer davantage sur ses réalisations pour taire les critiques.

Le Président du Conseil départemental chiffre ses réalisations

Le président Lessyni SY a apporté des réponses aux différentes questions. Il a de prime abord remercié les initiateurs de la rencontre en l'occurrence la FKA et l'AJRF, mais aussi les participants.

Dans sa réponse consacrée à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, il a noté que « 11 millions ont été dépensés pour l'organisation des journées de l'environnement, de l'arbre et à la formation des éco gardes , il » Pour le volet santé, population et action sociale, il a déclaré que « 58 millions ont été décaissés pour l'adduction d'eau du district sanitaire de Kédougou, l'appui en médicaments, la construction de salles d'hospitalisation, de cases de santé, de dépôt de pharmacie etc ».

Selon le président du conseil de surveillance de l'agence nationale de l'aquaculture « pour ce qui est de la jeunesse, des sports et loisirs, « 15 millions ont été destinés à l'organisation des phases départementales et à la semaine de la jeunesse ».

Le côté culturel, poursuit-il « a bénéficié de 500 mille FCFA consacrés à l'appui de l'organisation du festival des minorités ethniques, du centre d'interprétation de Bandafassi, du schéma directeur de la culture ».

L'éducation, l'alphabétisation, la promotion des langues nationales et la formation professionnelle se sont taillés la part du lion car « 43 millions ont été déloqués pour la construction de toilettes, d'adduction d'eaux, d'électrification, de dotations en matériels informatiques, d'allocation de bourses etc. ». L'agriculture n'a pas été en reste. En effet, le président affirme que " 12 millions sont disponibles pour l'achat d'un tracteur d'un montant de 43 millions ». Seulement, déplore-t-il il peine à trouver un partenaire financier pour boucler la somme globale. Le payeur régional Richard Salomon Toupane a à son tour apporté des éléments de réponse sur des aspects techniques et financiers relevant des compétences du conseil départemental.

Autre information, c'est « l'appui aux structures qui ne relèvent pas du conseil départemental pour un montant de 2 millions 500 mille utilisés pour l'équipement des sapeurs-pompiers, l'appui en carburant de la gendarmerie etc. ». Des moments très forts qui ont permis aux populations d'être édifiés davantage sur les différentes réalisations de leur institution départementale

Fodé BA

fba@sudestinfo.com

Sudestinfo le 20 novembre 2016